

L'Opep et la Russie signent un nouvel accord



Alexandre Novak, ministre russe de l'énergie © D. R.

Les membres de l'Opep et leurs partenaires non-Opep espèrent absorber une partie des stocks qui sont à un niveau très élevé, alimentés principalement par une production américaine qui carbure à plein régime.

Les quatorze membres de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et des producteurs non-Opep, menés par la Russie, ont adopté, hier, une "charte" de "coopération permanente". Acculés par la hausse de la production américaine ainsi que par une demande mondiale léthargique, les producteurs Opep et non-Opep, réunis hier à Vienne (Autriche), ont convenu également de reconduire de neuf mois leur accord de réduction de leur offre.

Cet accord, en vigueur depuis janvier dernier, portait, faut-il le rappeler, sur une coupe journalière de 1,2 million de barils, à raison d'une baisse de 800 000 barils par jour de la production des membres de l'Opep et une coupe de 400 000 barils par jour dans l'offre de leurs alliés non-Opep. Ainsi donc, l'accord restera en vigueur jusqu'à mars 2020. Il intervient dans un contexte marqué essentiellement par l'abondance de l'offre, alors que la consommation mondiale est plus que jamais en berne, sur fond d'essoufflement économique.

Avec l'extension de leur accord, les quatorze membres de l'Opep et leurs partenaires non-Opep espèrent absorber une partie des stocks qui sont à un niveau très élevé, alimentés principalement par une production américaine qui carbure à plein régime. Cette stratégie de soutien aux prix s'est révélée également payante, puisqu'à l'issue du premier trimestre de l'année, les cours ont récupéré l'essentiel des pertes subies durant le

dernier trimestre de 2018. Les cours ont perdu alors près de 40% de leur valeur avant de remonter la pente dès janvier 2019 après l'entrée en vigueur de l'accord de limitation de la production pétrolière, conclu le 7 décembre 2018 par l'Opep et une dizaine de producteurs non-Opep, dont la Russie.

Au-delà des calculs liés aux prix et aux fondamentaux du marché, la "charte" de "coopération permanente" jette les jalons d'une Opep élargie qui souhaite faire bloc face aux États-Unis, premier producteur de la planète et dont l'offre de schiste ne cesse de gonfler les stocks mondiaux. De quoi provoquer les foudres de Donald Trump qui, plus d'une fois, a exhorté l'Arabie saoudite, chef de file de l'Opep, de fournir davantage de pétrole et d'aider à réduire les prix du carburant si Riyad souhaitait un soutien militaire américain face à l'Iran, son rival. De l'avis du ministre russe de l'Énergie, Alexandre Novak, cette charte de coopération, signée hier à Vienne, établit "une plateforme nous donnant l'occasion de rencontres régulières pour surveiller le marché, mais également pour réagir si nécessaire" en coordonnant plus étroitement la production des États membres.

Son homologue saoudien, Khalid al-Falih, y voit une évolution indispensable pour endiguer la marginalisation de l'Opep. "La volatilité des cours ne disparaîtra pas de sitôt", et pour intervenir de façon efficace sur l'offre, "il fallait un cadre institutionnel (...) intégrant l'influence d'autres pays producteurs que les seuls membres de l'Opep", a-t-il fait valoir. "L'Opep seule, c'est moins de 30% de la production mondiale. L'influence de la Russie, grand exportateur, est bienvenue", avait-il déjà plaidé lundi. La Russie est le deuxième pays producteur de brut derrière les États-Unis et devant l'Arabie saoudite. Cependant, ce nouveau compromis donne à la Russie l'opportunité de renforcer son influence sur l'Opep, au grand dam de l'Iran, qui s'était dit farouchement opposé à une coopération permanente, avant de s'y rallier avec réticence.

Ali Titouche